

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 41060C du rôle
Inscrit le 23 avril 2018

Audience publique du 14 juin 2018

**Appel formé par
Madame ...et consort, ...,
contre un jugement du tribunal administratif
du 21 mars 2018 (n° 39681 du rôle)
en matière de protection internationale**

Vu l'acte d'appel inscrit sous le numéro 41060C du rôle et déposé au greffe de la Cour administrative le 23 avril 2018 par Maître Louis TINTI, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., née le ... à ... (Albanie), agissant en son nom personnel et au nom et pour le compte de son enfant mineur, née le ... à Luxembourg, toutes les deux de nationalité albanaise, demeurant à L-..., dirigé contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 21 mars 2018 (n° 39681 du rôle), par lequel elles ont été déboutées de leur recours tendant à la réformation de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 23 mai 2017 portant refus de faire droit à leur demande en obtention d'une protection internationale et ordre de quitter le territoire;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 18 mai 2018 par le délégué du gouvernement;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Louis TINTI et Madame le délégué du gouvernement Stéphanie LINSTER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 5 juin 2018.

Le 29 novembre 2016, Madame ...introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par le « *ministère* », une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par la « *loi du 18 décembre*

2015 ».

Les déclarations de Madame ...sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées le même jour par un agent de la police grand-ducale, section police des étrangers et des jeux.

Le 21 février et le 1^{er} mars 2017, elle fut encore entendue par un agent du ministère sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 23 mai 2017, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par le « *ministre* », l'informa que sa demande de protection internationale avait été refusée comme étant non fondée, tout en lui ordonnant de quitter le territoire dans un délai de trente jours. Cette décision est motivée comme suit :

« (...) J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale que vous avez introduite auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères et européennes en date du 29 novembre 2016.

Quant à vos déclarations auprès du Service de Police judiciaire

En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 29 novembre 2016, duquel il ressort que vous présentez une carte d'identité albanaise. Vous déclarez que vous auriez perdu votre passeport à l'aéroport.

Quant à vos déclarations auprès du Service Réfugiés

En mains le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes du 21 février et du 1^{er} mars 2017 sur les motifs sous-tendant votre demande de protection internationale.

Madame, vous déclarez que vous auriez quitté votre pays d'origine en raison de maltraitements subies par plusieurs personnes en raison de votre refus d'épouser l'homme que votre père aurait choisi pour vous. A cela s'ajoute que vous auriez été enceinte d'un autre homme.

En effet, à l'âge de 15 ans, votre père vous aurait promise à un dénommé ... sans votre consentement. Les fiançailles auraient eu lieu en mai 2013. Vous auriez ensuite vécu pendant un an et cinq mois auprès de la famille de Vous auriez souffert de « maltraitements » de la part de sa famille, alors que « Le père de mon fiancé était complètement alcoolisé. Sa mère travaillait dans une boîte de prostitution » (page 3/11 de votre rapport d'entretien). Vous auriez supplié votre père de pouvoir rentrer à la maison, or ce dernier vous aurait répondu « que désormais ma place était chez eux » (page 3/11 de votre rapport d'entretien).

En juillet 2014, vous auriez commencé une relation avec un dénommé ..., qui aurait habité en face de la famille de En janvier 2015, ... aurait appris l'existence de cette relation et il vous aurait menacé : « je vais te ramener à nouveau chez ton père. Soit il va te tuer, soit moi » (page 4/11 du rapport d'entretien).

Vous vous seriez donc enfuie auprès de la famille de et votre père auraient déclaré votre disparition auprès de la police, alors que vous étiez toujours mineure.

Lorsque vous auriez appris ceci, vous vous seriez présentée auprès de la police ensemble avec Vous auriez été interrogée par la police pour savoir si ... vous avait enlevée ou si vous l'auriez rejoint de votre plein gré. Vous auriez répondu que vous voudriez vivre avec Or la police vous aurait dit de retourner chez votre père.

Lorsque vous seriez arrivée à la maison de votre père, « on m'a mis dans une chambre et ensuite mon père et mes deux oncles m'ont frappée » (page 4/11 du rapport d'entretien). Le même jour, ... serait venu voir votre père pour demander votre main, or ce dernier n'aurait pas accepté. Alors que vous auriez été couverte d'hématomes, ... aurait appelé la police. Cette dernière aurait mis votre père en garde à vue pendant douze heures.

Ensuite, lorsque vous auriez annoncé à votre père que vous étiez enceinte, il vous aurait dit : « Tu ne vas jamais avoir cet enfant. Ensuite, il m'a donné un coup de poing sur le ventre » (page 5/11 du rapport d'entretien). ... et votre père se seraient bagarrés et votre père aurait appelé la police. La police aurait mis ... et votre père en garde à vue pendant douze heures.

Vous mentionnez également que le père de ... vous aurait insultée dans la rue. Ce dernier vous aurait donné des coups de pieds sur le ventre et vous auriez perdu connaissance. Il aurait menacé de vous tuer, ainsi que votre enfant, si jamais il naissait.

Vous auriez ensuite séjourné auprès de différents membres de votre famille et de la famille de Or, votre père aurait à chaque fois appris où vous étiez et il serait venu avec votre oncle pour vous chercher. Il se serait à chaque fois bagarré avec

Vous auriez donc quitté votre pays d'origine seule alors que ... aurait une interdiction de sortir du pays en raison d'une plainte que votre père aurait introduit contre lui suite à une bagarre ; le procès en découlant serait toujours ouvert. Vous indiquez que vous auriez peur que votre père vous retrouve au Luxembourg et qu'il tue votre fille.

Enfin, il ressort du rapport d'entretien du 21 février et du 1er mars 2017 qu'il n'y a plus d'autres faits à invoquer au sujet de votre demande de protection internationale et aux déclarations faites dans ce contexte.

Analyse ministérielle en matière de protection internationale

En application de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, votre demande de protection internationale est évaluée par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.

Soulignons dans ce contexte que l'examen et l'évaluation de votre situation personnelle ne se limitent pas à la pertinence des faits allégués, mais qu'il s'agit également d'apprécier la valeur

des éléments de preuve et la crédibilité de vos déclarations.

1. Quant à la Convention de Genève

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Rappelons à cet égard que l'octroi du statut de réfugié est soumis à la triple condition que les actes invoqués soient motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 f) de la loi du 18 décembre 2015, que ces actes soient d'une gravité suffisante au sens de l'article 42(1) de la prédite loi, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes de l'article 39 de la loi susmentionnée.

Selon l'article 1A paragraphe 2 de ladite Convention, le terme de réfugié s'applique à toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.

Madame, vous déclarez que votre père aurait voulu vous forcer à un mariage sans votre consentement. De plus, il vous aurait contrainte à vivre auprès de la famille de votre fiancé, laquelle vous aurait maltraitée. Vous auriez de plus souffert de violences de la part de votre père ainsi que du père de votre compagnon. Ces derniers auraient de plus menacé de vous assassiner ensemble avec votre enfant à naître.

Il convient de retenir en premier lieu que vous n'apportez aucun élément concret permettant d'établir la véracité de vos dires. Alors que vous indiquez que la police aurait dû intervenir à de maintes reprises, il est tout de même étonnant que vous n'apportez aucun rapport de police permettant d'établir la véracité de vos dires, tout comme vous ne versez pas de rapport médical alors que vous auriez été soignée par des médecins après avoir prétendument perdu connaissance suite aux coups que vous auriez reçus.

Concernant le mariage auquel votre père aurait voulu vous forcer, relevons que l'article 130 du code criminel albanais stipule que : « forcer ou empêcher le début ou le maintien de la cohabitation ou forcer le divorce constitue un acte criminel punissable d'une amende ou d'un emprisonnement maximal de trois mois ». De plus, les femmes qui sont victimes d'un mariage forcé peuvent porter plainte auprès de la police ou d'un procureur.

Le code de la famille prévoit également qu'un mariage ne peut avoir lieu « sous réserve du libre consentement des futurs époux » et ne peut être contracté par des tiers en cas d'absence d'un des deux époux.

Ensuite, mentionnons que l'article 130a du code pénal albanais sur la violence familiale prévoit que : « Les coups et blessures ou tout autre acte de violence à l'endroit d'un époux, d'un ex-époux, d'un ancien cohabitant, d'un parent proche ou d'un membre de la parenté acquise à la suite du mariage avec l'auteur de l'infraction pénale, qui ont pour conséquence d'attaquer l'intégrité physique, psychosociale et économique de la victime, sont passibles d'une peine maximale de deux ans d'emprisonnement. Les menaces sérieuses de mort ou de blessures graves à l'endroit d'un époux, d'un ex-époux, d'un cohabitant, d'un ancien cohabitant, d'un parent proche ou d'un membre de la parenté acquise à la suite du mariage avec l'auteur de l'infraction pénale, qui ont pour conséquence d'attaquer l'intégrité physique de la victime, sont passibles d'une peine maximale de trois ans d'emprisonnement. »

Indiquons en outre que le cadre légal albanais donne une définition claire des violences domestiques depuis 2003, et que les autorités ont depuis lancé une série de mesures visant à améliorer la protection de victimes de violences conjugales : « Bis 2003 existierte keine rechtliche Definition von häuslicher Gewalt. Erst dann trat ein Familiengesetz in Kraft, in dem die Rechte in häuslichen Gewaltfällen gestärkt wurden. Seitdem hat Albanien weitere wichtige Maßnahmen ergriffen. Ein Gesetz zur Prävention und zum Schutz vor häuslicher Gewalt (Domestic Violence Law) ist Mitte 2007 in Kraft getreten. Im Jahr 2007 hat die Regierung eine erste nationale Strategie gegen häusliche Gewalt und für Gleichberechtigung ausgearbeitet. Im November 2008 richtete die Polizei von ... eine Sondereinheit für die Bekämpfung der familiären Gewalt ein. Nach Einführung des Gesetzes war die Zahl der gemeldeten Fälle von 274 im Jahr 2007 auf 990 in den ersten neun Monaten des Jahres 2009 gestiegen. Offiziellen Angaben zufolge behandelten die Gerichte 640 Anträge von Opfern auf Schutzanordnungen. Ein Kooperationsabkommen zwischen der Polizei und zwei NGOs in ... soll sicherstellen, dass Frauen Unterstützung bei der Erwirkung einer Schutzanordnung erhalten. Auch in anderen Ballungsgebieten und Polizeidistrikten wurden bis Ende 2008 Sondereinheiten bei der Polizei für Fälle häuslicher Gewalt und zum Schutz der Kinder eingerichtet. Am 19.12.2011 unterzeichnete Albanien die Konvention des Europarates zur Prävention und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen. Im Jahr 2012 wurden 2.526 Fälle familiärer Gewalt gemeldet, 345 mehr als im Vorjahr. Auch die Zahl der beantragten Schutzanordnungen von Gewaltopfern nahm zu. Eine Änderung des Strafgesetzbuches, durch die familiäre Gewalt als Straftatbestand mit bis zu fünf Jahren Haft geahndet werden kann, trat im April 2012 in Kraft. 2012 erfolgten Änderungen der Strafprozessordnung in Bezug auf häusliche Gewalt. ».

De ce qui précède, on ne peut donc pas conclure à une persécution au sens de la Convention de Genève à votre égard. De plus, il s'agit d'un litige de nature purement privé alors que les violences n'auraient pas été perpétrées à votre encontre en raison de votre race, votre nationalité, votre religion, vos convictions politiques ou encore en raison de votre appartenance à un groupe social particulier.

Finalement, mentionnons que vous avez opté pour une fuite à l'étranger après avoir atteint votre majorité alors que vous auriez pu vivre indépendamment de votre père, ainsi que de la famille de votre compagnon.

Au vu de ce qui précède, les prétendues maltraitances, ainsi que le prétendu mariage forcé,

seraient à qualifier d'infractions de droit commun, commises par des personnes privées, punissables selon la loi albanaise.

S'agissant d'actes émanant de personnes privées, une persécution commise par des tiers peut être considérée comme fondant une crainte légitime au sens de la Convention de Genève uniquement en cas de défaut de protection de la part des autorités politiques pour l'un des motifs énoncés par ladite Convention et dont l'existence doit être mise suffisamment en évidence par le demandeur d'asile. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce.

En effet, il ne ressort pas du rapport d'audition que l'Etat ou d'autres organisations étatiques présentes sur le territoire de votre pays ne peuvent ou ne veulent pas vous accorder une protection à l'encontre des personnes qui vous auraient maltraitée.

Madame, il ressort de votre rapport d'entretien que la police serait intervenue à chaque fois qu'elle aurait été sollicitée. Cette dernière aurait mis votre père en garde à vue à plusieurs reprises, ce qui prouve l'efficacité des autorités. De plus, il ressort de votre rapport d'entretien que vous n'avez jamais formellement porté plainte.

Alors que la police n'a jamais été mise en mesure d'exécution de sa mission, on ne saurait retenir dans son chef une quelconque défaillance.

Relevons à toutes fins utiles qu'il y a 12 directions générales et 43 commissariats en Albanie. Il vous aurait donc été possible de déposer une plainte contre les personnes qui vous auraient maltraitées auprès d'un autre commissariat de police, alors que les policiers à qui vous auriez eu à faire vous auraient indiqué qu'ils ne viendraient plus pour des conflits familiaux.

Madame, vous déclarez en outre que vous n'auriez pas cherché de l'aide auprès d'une association pour femmes en détresse, alors que « même les associations qui existent, c'est seulement pour avoir un nom mais elles ne font rien du tout » (page 7/11 du rapport d'entretien).

Or, notons qu'il ressort des informations en nos mains qu'il existe en Albanie de nombreux foyers pour femmes, publics ou dirigés par des ONG, établis dans plusieurs villes albanaises: «Des sources font état de l'existence, à ..., d'un refuge national pour les victimes de violence familiale qui est dirigé par le gouvernement et qui a ouvert ses portes en 2011. On peut lire dans le rapport du rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires que le refuge peut accueillir jusqu'à 30 personnes. Cependant, la chercheuse a écrit qu'il a une capacité d'accueil de 40 places. Il ressort des Country Reports 2013 que le refuge dirigé par le gouvernement à ... est venu en aide à 27 femmes et à 27 enfants entre janvier et novembre 2013. (...)

Des sources signalent que certaines ONG dirigent des refuges pour les victimes de violence familiale. Des sources précisent qu'il y a un refuge non public pour les victimes de violence familiale à ..., à ..., à ... et à ... et qu'il y en a deux à Le rapporteur spécial des Nations Unies a aussi fait état de l'existence d'un refuge dirigé par une ONG à L'avocate du CLCI a parlé d'un autre refuge à ... qui est dirigé par l'ONG « Forum des femmes » (Women's Forum) et qui offre des services temporaires d'urgence. L'avocate du CLCI a affirmé que le refuge de ... était dirigé

par l'ONG « ... », que celui d'... était dirigé par l'ONG « Autre vision » (Other Vision) et que ceux de ... étaient dirigés par les ONG « Différents, mais égaux » (Different but Equal) et « Refuge pour filles et femmes » (Shelter for Women and Girls). (...) ».

De même, on peut noter que « L'Albanie a ratifié la Convention européenne sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en 2013. (...) L'Albanie a élaboré une stratégie nationale en faveur de l'égalité des sexes et de la réduction de la violence sexiste et de la violence au foyer 2011-2015. Cette stratégie vise à renforcer « la protection juridique et administrative et les services de soutien offerts aux victimes de violence fondée sur le sexe », ainsi qu'à infliger des peines plus sévères aux délinquants et à élargir la formation des fonctionnaires judiciaires et des autres fonctionnaires. (...) La traque est également devenue une infraction criminelle dans la version modifiée du code criminel entrée en vigueur en 2012. (...) Toute personne qui menace ou provoque une autre personne par des gestes répétés dans le but de la mettre dans un état sérieux et continu d'angoisse et de crainte pour sa sécurité ou pour la sécurité de membres de sa famille ou d'une personne avec laquelle elle entretient une relation spirituelle, ou dans le but de l'obliger à changer son mode de vie, est condamnée à une peine d'emprisonnement allant de six mois à quatre ans. Lorsqu'une telle infraction est commise par un ex-époux, un ancien cohabitant ou la personne qui a entretenu une relation spirituelle avec le défendeur qui a été reconnu coupable, un tiers de la peine qui a été infligée à l'origine s'ajoute à cette dernière. (...) En 2013, de nouvelles infractions criminelles ont été ajoutées au code criminel, à savoir le viol conjugal et la violence sexuelle conjugale. »

Il convient ensuite de relever les chiffres d'une étude de « Data Centrum » concernant la gestion d'affaires relatives à la violence familiale, et notamment les expériences que les participants ont eues avec l'intervention de la police.

Dans ce contexte 74% des personnes ont estimé que l'intervention immédiate des policiers lors d'incidents de violences familiales avait été efficace, 64% ont mentionné que les policiers avaient offert un soutien ou une aide efficace aux victimes de violences familiales, et que 56% des personnes ont dit que la police avait pris des mesures efficaces pour prévenir les incidents de violences familiales.

On peut également noter que: « Dans une communication écrite envoyée à la Direction des recherches, une représentante du Center for Legal Civic Initiatives (CLCI) - organisation de ... qui offre gratuitement des services juridiques et du soutien psychosocial aux victimes de violence familiale et qui participe à l'élaboration des lois et des politiques du pays sur l'égalité des sexes - a affirmé que de nombreux services garantis par la loi ont été mis sur pied efficacement et ont permis aux victimes de violence familiale d'obtenir de la protection et un meilleur accès à la justice. » Les autorités locales disposent donc des moyens légaux et de la volonté de poursuivre de telles infractions et d'offrir une protection adéquate aux victimes de violences domestiques.

Madame, ajoutons que si vous vous étiez sentie lésée par le comportement de la police, vous auriez pu vous adresser à une institution supérieure pour faire valoir vos droits. Une plainte contre un agent de police peut être déposée auprès du Service de Contrôle Interne, qui fait partie du Ministère de l'Intérieur, et au Département des Standards Professionnels.

Vous auriez aussi pu vous adresser au Bureau de l'Ombudsman. Chaque personne peut déposer une plainte contre les institutions gouvernementales auprès de l'Ombudsman si elle pense que ses droits n'ont pas été respectés.

Finalement, il convient de rappeler que la notion de protection de la part du pays d'origine n'implique pas une sécurité physique absolue des habitants contre la commission d'actes de violence, mais suppose des démarches de la part des autorités en place en vue de la poursuite et de la répression des actes de violence commis, d'une efficacité suffisante pour maintenir un certain degré de dissuasion. Une persécution ne saurait être admise dès la commission matérielle d'un acte criminel, mais seulement dans l'hypothèse où les agressions commises par un groupe de population seraient encouragées par les autorités en place, voire où celles-ci seraient incapables d'offrir une protection appropriée. Or, tel n'est manifestement pas le cas en l'espèce.

A toutes fins utiles, relevons encore, Madame, que vous possédez la nationalité albanaise et qu'en vertu de l'article 30 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire et du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2007 fixant une liste de pays d'origine sûrs au sens de la loi précitée, l'Albanie doit être considérée comme pays d'origine sûr où il n'existe pas, généralement et de façon constante de persécution au sens de la Convention de Genève.

Un pays est considéré comme sûr s'il veille au respect des principes de liberté, de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales. De plus, lorsque sur la base de la situation légale, de l'application du droit dans le cadre d'un régime démocratique et des circonstances politiques, il peut être démontré que, d'une manière générale et de manière durable, il n'existe pas de recours à des persécutions au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, ni des motifs sérieux de croire que le demandeur de protection internationale court un risque réel de subir une atteinte grave telle que déterminée à l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015, le pays d'origine concerné peut valablement être considéré comme pays d'origine sûr.

A titre complémentaire, il convient également de relever qu'en Albanie, les critères suivants sont garantis:

- l'existence d'un système judiciaire indépendant;*
- la reconnaissance des libertés et des droits démocratiques de base, y compris des mécanismes de recours si ces droits ou libertés sont violés;*
- l'existence d'organisations de la société civile.*

Enfin, mettons en avant la décision du 4 juin 2014 de la Commission européenne d'accorder à l'Albanie le statut de candidat à l'adhésion à l'Union Européenne".

Relevons qu'en vertu de l'article 41 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, le ministre peut estimer qu'un demandeur n'a pas besoin de protection internationale lorsque, dans une partie du pays d'origine, il n'y a aucune raison de craindre d'être persécuté ni aucun risque réel de subir des atteintes graves et qu'il est raisonnable d'estimer que le demandeur peut rester dans cette partie du pays.

Ainsi, la conséquence d'une fuite interne présume que le demandeur puisse mener, dans une autre partie de son pays d'origine, une existence conforme à la dignité humaine. Selon les lignes directrices de l'UNHCR, l'alternative de la fuite interne s'applique lorsque la zone de réinstallation est accessible sur le plan pratique, sur le plan juridique, ainsi qu'en termes de sécurité.

Madame, vous indiquez que vous auriez vécu pendant de courtes périodes auprès de membres de votre famille à ..., ..., ... et Or, votre père vous aurait retrouvée à chaque fois. Relevons dans ce contexte encore une fois que vous êtes majeure et que vous pourriez vivre indépendamment de votre famille et de la famille de votre compagnon.

En l'espèce, vous ne soulevez aucune raison valable qui puisse justifier l'impossibilité d'une fuite interne alors qu'il ressort en plus de votre rapport d'entretien que vous auriez vécu ensemble avec votre compagnon pendant un certain temps dans un appartement de location, donc indépendamment de vos familles respectives et que vous n'auriez pas eu de problèmes pendant cette période. Une fuite interne est donc manifestement possible dans ce cas d'espèce.

En effet, vous auriez pu vous installer indépendamment de votre famille à ..., la capitale de l'Albanie peuplée d'un demi-million d'habitants, où vous auriez pu mener votre vie de façon plus anonyme. Rappelons encore une fois que vous auriez également pu trouver refuge auprès d'un foyer pour femmes en détresse, respectivement auprès de la famille de votre compagnon, bien que vous n'ayez pas voulu abuser de leur hospitalité.

Compte tenu des constatations qui précèdent concernant les conditions générales dans cette partie du pays et votre situation personnelle, force est de retenir que les critères du paragraphe 2 de l'article 41 de la loi du 18 décembre 2015 sont clairement remplis.

En conclusion, les faits que vous alléguiez ne peuvent, à eux seuls, établir dans votre chef une crainte fondée d'être persécutée dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1^{er}, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 42 et 43 de la loi précitée du 18 décembre 2015.

De tout ce qui précède, les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont pas remplies.

2. Quant à la Protection subsidiaire

L'octroi de la protection subsidiaire est soumis à la double condition que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 48 de la loi précitée du 18 décembre 2015, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c) de l'article 48 de ladite loi, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens de l'article 39 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire.

En l'espèce, il ressort de votre dossier administratif que vous basez votre demande de protection subsidiaire sur les mêmes motifs que ceux exposés à la base de votre demande de reconnaissance du statut du réfugié. En effet, vous indiquez que vous auriez subi des maltraitances de la part de votre famille, de la famille de votre fiancé et de la famille de votre compagnon.

Au vu de ce qui précède, il convient de conclure que votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

De tout ce qui précède, les conditions permettant la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire ne sont pas remplies.

Votre demande en obtention d'une protection internationale est dès lors refusée comme non fondée au sens des articles 26 et 34 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

Votre séjour étant illégal, vous êtes dans l'obligation de quitter le territoire endéans un délai de 30 jours à compter du jour où la présente décision sera devenue définitive, à destination de l'Albanie ou de tout autre pays dans lequel vous êtes autorisée à séjourner. (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 6 juin 2017, Madame ..., agissant en son nom propre et au nom et pour le compte de son enfant mineur ..., née le ... à ... fit introduire un recours tendant à la réformation de la décision ministérielle précitée du 23 mai 2017 refusant de faire droit à leur demande en obtention d'une protection internationale, ainsi qu'à la réformation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte.

Par jugement du 21 mars 2018, le tribunal administratif reçut le recours en la forme, au fond, le déclara non justifié et en débouta la demanderesse.

Par requête déposée le 23 avril 2018 au greffe de la Cour administrative, Madame ..., agissant encore tant en son nom personnel qu'en celui de son enfant, a régulièrement relevé appel du jugement du 21 mars 2018.

A l'appui de son recours et en fait, l'appelante renvoie à l'exposé de son vécu tel que développé et documenté en première instance.

Au fond, elle déclare en premier lieu réitérer ses moyens soulevés en première instance.

Ensuite, elle reproche aux premiers juges d'avoir conclu qu'elle serait restée en défaut d'établir que les autorités albanaises ne voudraient ou ne pourraient pas lui fournir une protection

appropriée et qu'il aurait fallu qu'elle dépose une plainte officielle contre son père et celui de son compagnon ... et qu'elle s'adresse à une association d'aide aux victimes de violences familiales.

Elle estime avoir apporté, à travers son récit et des pièces produites en cause, qu'avant son départ, elle n'aurait pas pu déployer plus d'efforts et que tant la police que les organes sociaux n'auraient pas la capacité sinon la volonté de répondre à sa demande de protection de manière suffisante et que l'urgence aurait commandé qu'elle quitte rapidement son pays d'origine.

Elle n'aurait pas pu obtenir un logement et une protection au sein d'un foyer pour femmes en détresse, au motif que ces organismes et foyers auraient des capacités très limitées.

Pour appuyer ses déclarations relativement à l'insuffisance des possibilités des foyers pour femmes en détresse et de l'incapacité des autorités policières et judiciaires albanaises, l'appelante produit en instance d'appel encore un « *Rapport d'évaluation (de référence) du ... sur les mesures d'ordre législatif et autres donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) Albanie* » du 24 novembre 2017 et un article publié le 30 janvier 2018 sur la situation des femmes en Albanie sur base d'une sélection de décisions de la Cour nationale du droit d'asile française relativement aux violences conjugales en Albanie.

Ainsi, il conviendrait de retenir l'indisponibilité d'une protection nationale en Albanie et sa situation de fragilité particulière compte tenu du fait qu'en refusant le mariage décidé par son père, elle encourrait le risque accru de voir s'appliquer les règles coutumières du

Sur base de ces considérations, les appelantes estiment qu'elles devraient être admises au statut de réfugié, sinon bénéficier d'une mesure de protection subsidiaire.

Le délégué du gouvernement conclut en substance à la confirmation du jugement dont appel.

La Cour est appelée à préciser itérativement que le fait pour l'appelante de renvoyer, de manière générale, à ses moyens en droit exposés en première instance ne saurait suffire pour que la Cour soit appelée à réexaminer l'ensemble des conclusions de première instance, étant précisé que l'appel est nécessairement dirigé contre un jugement et les conclusions de première instance prises à l'encontre de la décision ministérielle au fond ne sauraient valoir *ipso facto* et *ipso jure*, par référence, comme moyens d'appel, étant donné que par essence elles ne sont pas formulées par rapport au jugement de première instance non encore intervenu au moment où elles ont été prises.

Sur ce, il se dégage de la combinaison des articles 2 *sub h*), 2 *sub f*), 39, 40 et 42, paragraphe 1^{er}, de la loi du 18 décembre 2015, que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond y définis, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 42, paragraphe 1^{er}, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 39 et 40, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles sont à qualifier comme acteurs seulement dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 39 ne peuvent ou ne veulent pas

accorder une protection contre les persécutions et, enfin, que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

L'octroi de la protection subsidiaire est notamment soumis à la double condition que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c) de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens des articles 39 et 40 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire. La loi du 18 décembre 2015 définit la personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire comme étant celle qui avance « *des motifs sérieux et avérés de croire que* », si elle était renvoyée dans son pays d'origine, elle « *courrait un risque réel de subir des atteintes graves définies à l'article 48* ».

Dans la mesure où les conditions sus-énoncées doivent être réunies cumulativement, le fait que l'une d'entre elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur de protection internationale ne saurait bénéficier du statut de réfugié ou de celui conféré par la protection subsidiaire.

Il s'y ajoute encore que dans le cadre du recours en réformation dans lequel elle est amenée à statuer sur l'ensemble des faits lui dévolus, la Cour administrative doit procéder à l'évaluation de la situation personnelle du demandeur d'asile en ne se limitant pas à la pertinence des faits allégués, mais elle se doit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur d'asile, la crédibilité du récit constituant en effet un élément d'appréciation fondamental dans l'appréciation du bien-fondé d'une demande d'asile, spécialement lorsque des éléments de preuve matériels font défaut.

Ceci dit, sur le vu des faits de la cause qui sont les mêmes que ceux soumis aux juges de première instance, la Cour arrive à la conclusion que les premiers juges les ont appréciés à leur juste valeur et en ont tiré des conclusions juridiques exactes.

Les premiers juges sont à confirmer en ce qu'ils ont conclu que l'appelante n'a pas établi à suffisance de droit l'existence de raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle fondée de persécutions au sens de la Convention de Genève, respectivement un risque réel de subir des atteintes graves au sens de la loi en cas de retour en Albanie.

Les éléments d'appréciation additionnels produits en instance d'appel ne sont pas de nature à invalider les constat et conclusion des premiers juges que Madame ...reste en défaut d'établir à suffisance de droit que les autorités albanaises ne voudraient ou ne pourraient pas lui fournir une protection appropriée par rapport aux faits invoqués.

Les premiers juges ont pointé à bon escient le fait qu'il se dégage des propres déclarations de Madame ...que la police est intervenue à chaque fois qu'il a été fait appel à elle, notamment en mettant en garde à vue son père après avoir constaté que celui-ci l'avait maltraité, étant relevé que la police n'a à ce moment plus insisté à ce que l'intéressée, mineure à l'époque, rentre de nouveau au domicile familial, tel qu'elle l'avait préconisé auparavant, suite à la fugue de Madame ..., de sorte que la libération du père n'a pas eu de conséquences directes sur elle. La police est de même

intervenue au moins deux autres fois pour mettre un terme à des bagarres entre le père de Madame ...et son ami ..., interventions qui se sont à chaque fois soldées par des placements en garde à vue.

C'est donc sur base d'une analyse juste que la Cour se fait sienne que les premiers juges ont conclu que Madame ...n'explique pas pourquoi elle n'a plus ou ne saurait plus utilement faire appel à la police en cas de besoin ou encore pourquoi elle n'a pas déposé une plainte après son agression par le père de ..., respectivement suite à l'agression par son père à ..., où elle s'était installée avec son ami

En effet, la notion de protection de la part du pays d'origine n'implique pas une sécurité physique absolue des habitants contre la commission de tout acte de violence, mais suppose des démarches de la part des autorités en place en vue de la poursuite et de la répression des actes de violence commis, d'une efficacité suffisante pour maintenir un certain niveau de dissuasion et Madame ...ne peut pas utilement se prévaloir, *in abstracto*, d'une absence de protection adéquate, dès lors qu'elle n'a pas tenté d'obtenir une telle protection des autorités de son pays d'origine.

Quoiqu'en dise l'appelante, les premiers juges ont dégagé de la réactivité des forces de l'ordre, dès qu'il a été fait appel à elles, que l'appelante ne saurait justifier son inaction par un manque de confiance avéré.

Le même constat s'impose aussi en ce qui concerne la prétendue impossibilité d'une prise en charge de l'appelante par une des associations d'aide aux victimes de violences familiales actives en Albanie, dès lors qu'elle ne s'est à aucun moment concrètement adressée à l'une d'elles.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'appelante n'a pas fait état de raisons de nature à justifier dans son chef une crainte fondée de persécution pour l'un des motifs énumérés à l'article 2 f) de la loi du 18 décembre 2015, respectivement qu'il existerait des motifs sérieux et avérés de croire qu'elle encourrait, en cas de retour en Albanie, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015 et c'est à bon droit que le ministre d'abord, les premiers juges par la suite, ont rejeté la demande de protection internationale des consorts ..., considérée sous ces deux volets, et le jugement est à confirmer sous ce rapport.

La légalité de l'ordre de quitter le territoire, conséquence automatique du refus de protection internationale, n'ayant pas été autrement discutée en instance d'appel, la Cour est partant amenée à rejeter l'appel et à confirmer le jugement dont appel.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause;

reçoit l'appel en la forme;
au fond, déclare l'appel non justifié et en déboute;
partant, confirme le jugement entrepris du 21 mars 2018;
condamne l'appelante aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Henri CAMPILL, vice-président,
Lynn SPIELMANN, conseiller,
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier assumé de la Cour Vanessa SOARES.

s. SOARES

s. CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 14 juin 2018
Le greffier de la Cour administrative